

*Initiatives ministérielles*

pour les investisseurs qui lorgnent le marché nord-américain. Nous avons atteint chacun de ces objectifs. Nous avons réalisé avec l'ALÉNA ce que nous avons annoncé depuis le début.

Le Mexique est l'un des marchés du monde qui est le plus prometteur et dont la croissance est la plus rapide, mais, dans le passé, les Canadiens ont eu beaucoup de difficulté à s'y faire une place. Lorsque le Canada a eu la possibilité d'accéder à ce marché pour y exporter ses produits, il était logique qu'il ne laisse pas passer cette occasion.

L'ALÉNA supprime les droits de douane et autres barrières qui compliquaient la vente de nos produits au Mexique. En conséquence, le Canada a maintenant un accès garanti à un marché de 85 millions de consommateurs mexicains dont le pouvoir d'achat ira en augmentant. Cela signifie des avantages et de nouvelles possibilités pour les Canadiens et les entreprises de toutes les régions de notre pays.

Lorsque le Canada a décidé de participer aux négociations sur l'ALÉNA, nous étions déterminés à accroître les avantages de l'accord de libre-échange sans faire de concessions sur nos acquis, et nous avons réussi.

L'ALÉNA clarifie les règles d'origine et améliore la procédure douanière. Il prévient l'interprétation unilatérale des règles régissant les échanges commerciaux qui fut à l'origine du conflit Honda. En fait, l'ALÉNA règle le problème qu'a provoqué l'exportation des Honda Civic fabriquées en Ontario.

L'ALÉNA vise de nombreux services qui n'étaient pas mentionnés dans l'Accord de libre-échange et il facilite les déplacements des gens d'affaires et des spécialistes qui doivent se rendre aux États-Unis. L'accord accroît les contingents de tissus et de vêtements à expédier aux États-Unis. L'ALÉNA renforce le mécanisme de règlement des différends prévu dans l'Accord de libre-échange et en fait un processus permanent, de sorte que les exportateurs canadiens seront traités de façon juste et non arbitraire si des plaintes sont déposées contre eux.

Grâce à ces améliorations et à d'autres modifications, nous avons amélioré encore davantage notre système afin de veiller à ce que les entreprises canadiennes puissent rivaliser avec les sociétés américaines tout en protégeant de grands intérêts canadiens, comme la culture, la gestion de l'offre dans le secteur agricole, l'assurance-

maladie, les programmes sociaux et l'environnement. Oui, je dis bien l'environnement.

Depuis 1984, le gouvernement du Canada collabore assidûment avec tous les secteurs de l'économie canadienne pour réviser et renforcer notre position sur les marchés. Le gouvernement a adopté une stratégie axée sur l'avenir plutôt que sur le passé. Nous sommes déterminés à faire face à la nouvelle conjoncture internationale et à continuer de jouer un rôle de premier plan dans le domaine des échanges mondiaux.

De nouvelles tendances se dessinent. Les sociétés ne font plus simplement affaires dans différents pays, mais bien dans différents continents et partout dans le monde. Cela a amené le Canada à relever de nouveaux défis. Nous devons devenir compétitifs, sinon d'autres économies allaient prendre la relève.

Devant ces changements, le gouvernement s'est rendu compte qu'il devait choisir entre deux solutions. S'il ne tenait pas compte des changements, la société canadienne qui fait l'envie du reste du monde serait menacée. S'il les acceptait et les tournait à notre avantage, il parviendrait à garantir la prospérité de tous les Canadiens. Les Canadiens font déjà partie de l'économie mondiale.

Le commerce a présidé à la création de la nation canadienne. Notre facilité à vendre nos biens et nos services à d'autres pays a contribué à faire du Canada l'un des États les plus riches au monde. Elle a contribué à financer l'infrastructure et les programmes sociaux qui font l'envie des autres pays.

• (1735)

Aujourd'hui, notre prospérité repose encore sur la vente à l'étranger de plus du quart de ce que nous produisons. En tant que pays relativement peu peuplé, nous devons continuellement faire la prospection de nouveaux marchés et de nouveaux débouchés. Le succès ne vient pas du jour au lendemain. L'accroissement de notre compétitivité va être un processus douloureux qui va exiger des efforts concertés de tous les secteurs de l'économie.

Ce ne sera pas facile, mais c'est inévitable si on veut que le Canada renforce sa position sur le marché mondial. C'est une tâche que nous avons confiance de mener à terme grâce à l'établissement de partenariats avec tous les secteurs d'activité.

Le Canada n'a pas été épargné par la récession mondiale. Nous avons dû nous adapter aux changements technologiques et à la mondialisation de la production et du marché. Cependant, des organismes indépendants,